

QUAND LA MARGE OCCUPE LE CENTRE



*Thomas Englert
Secrétaire fédéral du MOC Bruxelles*

Du mouvement #metoo à Ni Una Menos, les questions féministes ont fait irruption dans le quotidien. Le mouvement féministe qui secoue la planète depuis quelques années porte la voix d'une moitié de l'humanité qui refuse d'être encore mise à la marge. La créativité et l'intensité des débats autour des méthodes et de la pensée politique de ce mouvement peut nourrir toutes les luttes. A partir de sa marge, la dynamique féministe peut en réveiller beaucoup d'autres.

La grève est le mot d'ordre principal du mouvement. Pour le mouvement ouvrier, la grève c'est l'arrêt de la production dans le but de visibiliser le rôle essentiel des travailleur.euse.s et de faire avancer nos revendications. Pas de travail, pas de profit ! Avouons-le, nous avons aussi tendance à considérer que cette méthode nous appartient. Pourtant, la vague féministe qui traverse le monde s'est saisie de cet outil et le réinvente, le questionne et l'étend.

Nous avons donc voulu poser la question : finalement, c'est quoi une grève féministe ? Grève de femmes ? Au boulot ou à la maison ? Pour le salaire ou le droit à l'avortement ? La fin des violences ? Contre le sexisme et le patriarcat ? ... Votre Chou de Bruxelles tenter de donner un aperçu des débats à travers lesquels des milliers, voire des millions de femmes, de Bruxelles

à Santiago se saisissent de la grève comme outil pour leurs luttes. Ces débats, les mouvements en cours les mènent dans leurs assemblées et avancent dans la pratique face aux succès et aux difficultés.

Ce numéro ne tranche donc rien – ce n'est ni le but, ni le lieu – mais tente d'ouvrir une petite fenêtre sur la façon dont le mouvement féministe nous donne du souffle pour relancer et poursuivre nos luttes. Il peut renouveler ou confirmer nos méthodes. Il interroge – et transforme – nos pratiques. Il (re) met la grève au centre de la lutte. En effet, elle visibilise les mécanismes (et les personnes) invisibles sans lesquels le système économique et social ne peut pas fonctionner. Surtout, les femmes en lutte démontrent que rien n'est immuable, que notre société fonctionne parce que tou.te.s acceptent de jouer leur rôle. Mais si lorsque les femmes s'arrêtent le monde s'arrête, alors peut-être que le monde peut être différent. Si nous avons le pouvoir de tout arrêter, alors nous avons le pouvoir de tout transformer, pour toutes et tous.

A nous, à vous, donc, de saisir la balle au bond, de poursuivre ces débats, dans les assemblées, les entreprises, les écoles, les familles et les maisons. A tou.te.s donc de rejoindre les actions, les manifestations et la grève ces 8 et 9 mars 2020.



LA GRÈVE COMME ÉLÉMENT STRATÉGIQUE

Aurore Koechlin
Auteure de « la révolution féminine »



© krasnyi collective / Dominique Botte

Depuis 2016, la grève est au centre de la quatrième vague du féminisme : de la Pologne jusqu'en Argentine, elle est utilisée comme une arme pour l'égalité salariale et la fin des féminicides. Surtout, depuis 2017, le collectif argentin Ni Una Menos appelle à une journée de grève féministe internationale pour le 8 mars, qui se construit progressivement dans de plus en plus de pays. Dans l'État espagnol, elle prend en particulier une ampleur retentissante, avec 5 millions de personnes dans la rue pour le 8 mars 2018, et 6 millions de personnes pour le 8 mars dernier. Cette actualité de la grève féministe doit nous pousser à poser à nouveaux frais la question de la stratégie dont doit se doter le mouvement féministe aujourd'hui. Quelles sont les particularités de la grève féministe ? Quels débats stratégiques y sont associés ?

La grève féministe : une grève de travail productif et reproductif

En promouvant une grève féministe, la quatrième vague s'inscrit dans un certain répertoire d'actions, hérité du mouvement ouvrier. Ce faisant, elle replace le travail au centre, qu'elle définit en filigrane comme le nœud de l'oppression des femmes. Mais dans le même temps, elle contribue à reconceptualiser la question du travail et de la grève. En effet, si dans le mouvement

ouvrier, la grève avait été pensée comme une grève du travail productif, c'est-à-dire une grève de la production et de la circulation des marchandises et des services, se déroulant sur le lieu de travail, la grève féministe comprend d'autres éléments. La grève féministe est une grève totale : il s'agit à la fois de la grève du travail productif et de la grève du travail reproductif.

Dans la lignée de Lise Vogel, autrice américaine de *Marxism and the oppression of women* (1983), et théoricienne centrale de la théorie de la reproduction sociale (TRS), le travail reproductif comprend l'ensemble des tâches qui permettent la production et la reproduction des travailleur*se*s, c'est-à-dire en termes marxistes, de la force de travail, à un double niveau à la fois quotidien et générationnel. Dans cette théorie, c'est l'assignation des femmes au travail reproductif qui fonde leur oppression. Aujourd'hui, le travail reproductif se déploie dans un triple espace. Le lieu central du travail reproductif demeure la famille. L'essentiel des tâches de reproduction de la force de travail n'a pas lieu sur le marché, mais dans le cadre privé, où elles sont effectuées gratuitement par les femmes (éducation des enfants, entretien du logement, préparation des repas, travail de soins en général, etc.). C'est ce que le mouvement féministe avait nommé dans les années 1970 le travail domestique.



Mais la famille n'est pas le lieu unique du travail reproductif. En effet, un ensemble de tâches inhérentes à la reproduction de la force de travail ont été collectivisées avec l'émergence de l'État providence et la pression des luttes sociales, et sont donc aujourd'hui prises en charge par les services publics — on peut penser aux crèches, aux écoles, ou aux hôpitaux, par exemple. On remarque par ailleurs que ces domaines demeurent également extrêmement féminisés, malgré leur sortie de la sphère familiale.

Enfin, une mutation plus récente a vu le travail reproductif se développer de plus en plus dans un troisième espace, celui du travail salarié. En effet, on constate qu'en lien avec le développement des emplois dans le tertiaire et les attaques néolibérales contre les services publics, le travail reproductif sort de la sphère privée ou collective et entre sur le marché, en particulier sous la forme des services à la personne. Dans ce cadre, le travail reproductif peut en outre être ubérisé (il est alors marqué par l'auto-entreprenariat et le poids des plateformes numériques). On constate que ce dernier espace est peut-être celui où la division sexuelle du travail s'est le plus effacée, au profit d'une division raciale du travail.

Poser la question de la grève du travail reproductif, c'est donc la poser dans ces trois espaces très différents. Finalement, c'est dans le cadre des services publics que la question de la grève féministe rejoint les formes les plus classiques de la grève : cette grève du travail reproductif est une grève du travail salarié. C'est également le cas d'une partie du travail reproductif salarié dans les services à la personne. Par contre, la question semble plus épineuse quand elle touche à la partie ubérisée de cette catégorie. Mais cette question est moins spécifiquement féministe qu'elle ne touche aux questions que pose le travail particulièrement précaire en général : il semble plus difficile de se mettre en grève quand on n'a ni contrat de travail, ni statut de salarié·e. Ce qui ne veut pas dire que c'est impossible, comme nous l'ont démontré les importantes mobilisations dans ce secteur — notamment des livreurs à vélo. Mais là où la question se pose de la façon la plus novatrice est en fait dans le premier cadre que nous avons envisagé, la sphère familiale.

En effet, la grève féministe inclut une grève du travail reproductif non salarié, que les femmes travaillent dans le secteur salarié ou non d'ailleurs : c'est donc incluse dans la grève cet ensemble de tâches le plus souvent méconnues comme travail, invisibilisées et effectuées gratuitement, en particulier, la prise en charge des enfants, de la maison, de la famille, ... Mais c'est aussi incluse dans la grève l'ensemble des activités de soin qui reviennent aux femmes et qui sont des éléments centraux de leur socialisation genrée et de leur oppression. Inclure ce nouvel espace dans la grève conduit dès lors à de nouveaux débats stratégiques.

Enjeux et débats liés à la grève féministe

Quelle est la force de ce type de grève ? D'une part, elle montre combien la domination des femmes, contrairement aux repré-

sentations qui ont tendu à s'imposer ces dernières dizaines d'années, ne se déploie ni à un niveau purement symbolique, ni est en passe de disparaître — l'essentiel serait gagné, et il s'agirait d'attendre le développement du capitalisme pour voir s'effacer les restes patriarcaux d'une société (dé)passée. Elle montre également qu'une stratégie féministe réformiste qui espère améliorer progressivement les conditions de vie des femmes et des minorités de genre dans le cadre de ce système, ou qui se focalise uniquement sur les comportements individuels en voulant les changer un à un au lieu de s'en prendre aux structures sociales qui les font exister et perdurer, sont illusoire. L'oppression des femmes a une base matérielle et est centrale dans le système capitaliste. Tout mode de production est aussi une certaine façon d'organiser la reproduction de la force de travail qui, elle-même, dans le cadre du capitalisme, produit la valeur et la survaleur permettant l'accumulation capitaliste. Pour garantir la production de la valeur et de la survaleur, le capitalisme a besoin de pouvoir disposer d'une force de travail à bas coût. L'assignation des femmes à la reproduction sociale dans le cadre familial est donc fondamentale dans le fonctionnement du système capitaliste. Dès lors, organiser la grève du travail reproductif, c'est visibiliser que c'est l'assignation des femmes au travail reproductif qui fonde leur oppression, mais c'est aussi visibiliser combien le capitalisme et plus globalement l'organisation sociale tout entière sont dépendants de ce travail reproductif, et de son effectuation par les femmes. En cela, il s'agit d'une grève extrêmement politique, qui traduit un état de la conscience féministe très avancé.

De l'autre, comme tout autre type de grève, la grève féministe permet aux femmes de libérer du temps et d'ouvrir un espace pour l'auto-organisation de la lutte féministe. Trop souvent, dans le cadre de mouvements sociaux, on constate qu'un certain nombre de femmes ont moins la possibilité de se mettre en grève, ou quand elles le sont, qu'elles ont moins la possibilité d'investir les cadres d'auto-organisation et d'émerger comme des dirigeantes de la grève, tout simplement parce qu'elles ont la charge de leur famille. La grève totale permet une libération de la double journée de travail, et de faire entrer dans la grève pas moins de la moitié des travailleur·se·s. Il s'agit donc pour nous d'une question stratégique majeure, au-delà de la question du mouvement féministe d'ailleurs, qui concerne tout autant la sphère productive : la grève du travail reproductif peut permettre une implication nouvelle de pas moins de la moitié des travailleur·se·s du secteur productif. Et c'est cette idée qui devrait convaincre ceux qui pensent que la grève féministe diviserait le mouvement ouvrier : au contraire de diviser, la grève féministe permet de l'unir, en cessant de mettre sur le côté les femmes qui le composent.

Pour organiser cette grève féministe, deux mouvements sont centraux, le mouvement féministe et le mouvement ouvrier. D'une part, les associations, les collectifs, les structures féministes existantes doivent appeler à un cadre collectif pour organiser et coordonner la grève du 8 mars. D'autre part, les syndicats, qui ont une grande expérience des grèves et qui sont implantés





sur les lieux de travail, ont un rôle clé à jouer pour organiser la grève féministe localement et en lien avec le travail productif.

Néanmoins, les difficultés liées à ce type de grève ne sont pas à minimiser. La principale est la question de l'éclatement : la sphère familiale a ceci de particulier que précisément elle est privée. Comme le souligne l'hymne des femmes, « dans toutes les maisons, les femmes, hors du monde reléguées, [...] l'une de l'autre ignorée ». Contrairement aux lieux de travail, qui permettent une concentration dans le temps et dans l'espace des travailleur*se*s, le travail reproductif effectué dans le cadre familial est éclaté, dispersé, individualisé. En cela, il pose des problèmes comparables dans une certaine mesure au travail précaire et/ou ubérisé. Ce qui demande des dispositifs spécifiques pour y répondre : par exemple de développer un nouvel ancrage local en mettant au centre le quartier pour organiser la grève du travail reproductif, en créant des comités de grève locaux, en amont et pendant le déroulé de la grève. Une autre difficulté concerne la nature même du travail effectué. Comme il s'agit d'un travail sur la vie même, d'un travail qui produit et reproduit la vie, une grève du travail reproductif sur le temps long (cette question se posant dès qu'on sort du cadre limité d'une journée symbolique), demanderait une auto-organisation de la reproduction par les travailleur*se*s en lutte très rapide, et probablement beaucoup plus rapide que dans le cas des grèves du secteur productif. Or, l'auto-organisation ne surgit pas du jour au lendemain. Ce décalage pourrait impliquer soit une reprise du travail relativement rapide, mettant en échec une vraie grève du travail reproductif, soit une mise en grève qui serait davantage la conséquence d'une mobilisation féministe déjà très avancée, plutôt que son point de départ.

Enfin, la grève féministe pose à nouveaux frais un certain nombre de questionnements stratégiques et tactiques. D'un côté, il n'est pas douteux que le travail reproductif en tant que tel est tout aussi central pour le fonctionnement capitaliste que le travail productif, donc que sa centralité stratégique est réelle.

De l'autre, pour autant, tactiquement, le travail reproductif ne touche à aucun secteur clé de l'économie. Contrairement à d'autres secteurs comme la pétrochimie, la métallurgie ou les transports par exemple, une grève de l'éducation, de la santé, du ménage, ne risque pas de paralyser le pays. Si la production et la reproduction continue de la force de travail est centrale dans le fonctionnement capitaliste, leur grève a des effets en grande partie différés dans le temps : cesser de produire et d'éduquer de nouveaux*elles travailleur*se*s par exemple n'aura des effets que sur du temps long. C'est finalement la grève de la reproduction de la force de travail quotidienne qui a des effets immédiats, mais qui sont en tout point semblables à ceux d'une grève du travail productif. Dans ce cas, pourquoi ne pas construire directement une grève du travail productif ?

Certain*es concluront peut-être de ces réflexions une secondarisation de la grève du travail reproductif sur la grève du travail productif. Mais dans le même temps, là où la grève du travail reproductif perd en force tactique, elle gagne en force symbolique, tant nos sociétés sont tout entières dépendantes d'une certaine organisation de la famille et des rôles de genre. Surtout, il faut ici penser ensemble reproduction et production : organiser la grève du travail reproductif, c'est organiser la grève du travail productif, et réciproquement. En effet, les deux sphères sont étroitement dépendantes. Une partie du travail reproductif est productif (dans les services publics, dans les services à la personne). L'ensemble du travail productif dépend du travail reproductif (pour que la force de travail soit produite et disponible pour le travail productif). Et la moitié des travailleur*se*s dans le secteur productif effectuent également le travail reproductif (les femmes). Donc, appeler à une grève du travail productif conséquente, c'est appeler également à une grève du travail reproductif. Et une grève féministe qui se veut victorieuse ne pourra se faire qu'en gagnant à un moment donné le secteur productif. C'est pourquoi nous devons dès aujourd'hui faire comprendre qu'une grève totale qui se veut victorieuse doit devenir une grève générale.



GRÈVES DE FEMMES : QUAND LE MONDE S'ARRÊTE DE TOURNER

Vous avez sans doute déjà vu circuler un appel à la grève des femmes en Belgique pour le 8 mars prochain. Mais au fait, c'est quoi, une grève de femmes ? Et depuis quand les femmes font-elles grève ?

Sabine Panet,
axelle magazine¹

Lorsqu'on évoque une grève, on visualise peut-être plus spontanément un docker qu'une mère de famille. On a tort ! Les femmes font grève, partout, depuis longtemps. Là où on les attend, là où on les relègue — au foyer en particulier —, mais aussi là où on les attend moins, au travail et dans l'espace public.

Grèves de l'amour, de Lysistrata à Janelle Monáe

Le plus ancien exemple de femmes faisant la « grève du sexe » est celui de la Grecque Lysistrata dans la pièce de théâtre antique d'Aristophane, écrite en 411 avant notre ère. Dans cette comédie antimilitariste décapante, les femmes, menées par Lysistrata, répondent au mot d'ordre de leur rusée cheffe : « *Pour arrêter la guerre, refusez-vous à vos maris.* » Les rebelles parviennent même à s'emparer de l'Acropole — ce que, dans la mythologie grecque, les Amazones ont échoué à faire. On en reste rêveuses : à quoi aurait ressemblé la démocratie si elle avait été enfantée par des femmes ? Le sujet des Athéniennes participant de force à la vie de la cité a tant inspiré Aristophane que, plus tard, en 392, il écrit *L'Assemblée des femmes*, une pièce dans laquelle ses héroïnes, arrivées au pouvoir, font exactement l'inverse des hommes. Quelques années seulement sépareraient la grève de la prise de pouvoir ? C'est de l'ordre de la fiction. À l'inverse de certaines grèves du sexe qui restent, elles, dans l'histoire. On retiendra la victoire obtenue par la Libérienne Leymah Gbowee. Début 2000, cette activiste, qui milite pour la fin de la guerre civile, organise des manifestations de femmes réclamant que leur parole soit enfin écoutée dans le chaotique processus de paix. En 2002, niée par les politiques et les chefs de guerre, Leymah Gbowee² incite ses concitoyennes à faire la grève du sexe. Sa stratégie globale paye ; elle rejoint la table des négociations — et, deux ans plus tard, en 2011, partagera le prix Nobel de la paix avec la nouvelle présidente, Ellen Johnson Sirleaf. En Colombie, des femmes ont également réussi leur grève du sexe. En 2012, les habitantes du village isolé Santa María del Puerto de Toledo de las Barbaças voulaient sortir les hommes de leur passivité et les pousser à remettre en état l'unique route, abandonnée. Trois mois de «jambes croisées», et les pelleuses ont pointé le bout de leur nez³. Lorsqu'en mai 2017, la chanteuse américaine Janelle Monáe invite les femmes, dans une interview à Marie-Claire, à arrêter de faire l'amour avec les hommes

« *tant qu'ils ne se battent pas pour les droits des femmes* », elle s'inscrit dans cette lignée de résistantes par le sexe.

Là où ça fait mal

Le portefeuille est un autre endroit douloureux pour les hommes puissants. C'est ce qu'avait bien compris la féministe française Hubertine Auclert, militante du vote des femmes, lorsqu'en 1880, elle entame une grève de l'impôt. Sa logique : les femmes n'ont pas le droit de voter, elles ne devraient donc pas être obligées de contribuer au pot commun. Si sa grève individuelle s'est soldée par une visite musclée des huissiers à son domicile, Hubertine Auclert n'est pas restée seule. En 1909, au Royaume-Uni, les suffragettes créent une Ligue féminine de résistance aux taxes. Leur raisonnement, proche de celui d'Hubertine Auclert : puisqu'elles n'ont pas accès au droit de vote, tout impôt qui leur est réclamé par l'État est tout bonnement anticonstitutionnel !

Travailleuses en grève

Les femmes mènent aussi des grèves en tant que travailleuses. Plusieurs mouvements de femmes exploitées en révolte ont ouvert la voie. Les Bretonnes «Penn Sardin» (« tête de sardine », surnom de leur coiffe), ouvrières du port de Douarnenez, travaillaient dans des conditions inhumaines⁴. Elles commencent une grève le 20 novembre 1924 dans l'une des conserveries de poisson. Leur combat devient un enjeu national. Au bout de six semaines de violences patronales et policières insensées, leurs revendications aboutissent.

On pense également aux « femmes-machines », ces ouvrières en bas de la hiérarchie de la Fabrique Nationale (FN) de Herstal⁵. Le 16 février 1966, face à des négociations qui s'enlisent, elles arrêtent totalement le travail, sans respecter les procédures de préavis. Elles ne veulent plus être payées moins que les hommes. Leur grève, âpre, durera douze semaines et concernera plus de 3.000 grévistes.

Plus récemment, en mai 2014, on pense à l'exemple des travailleuses sans papiers d'un salon de coiffure du 10^e arrondissement parisien⁶ : grève, soutien d'un syndicat, occupation des locaux, bataille juridique et finalement, au bout du tunnel, la condamnation des patrons exploités. Quant aux 80 femmes de chambre issues d'une entreprise de sous-traitance du très chic hôtel Park

¹ Cet article de Sabine Panet est paru initialement dans le hors-série d'axelle « Une femme, une voix » (janvier-février 2019) ainsi que sur le site www.axellemag.be

² Voir son interview dans axelle n° 172.

³ « Colombie : la grève du sexe a payé ! », Le Courrier international, 2 octobre 2012.

⁴ Voir axelle n° 209.

⁵ Voir axelle n° 186.

⁶ Voir axelle n° 198.





Hyatt Paris-Vendôme qui ont entamé une grève le 25 septembre 2018, elles ont remporté, après trois mois de combat, sinon la guerre - elles n'ont pas été intégrées aux effectifs contractuels de l'hôtel -, du moins des batailles décisives pour leurs droits, comme la reconnaissance de certains avantages ou l'alignement de leurs salaires sur celui des salariés⁷.

Les grèves féministes

Les féministes ont développé un concept global, mais pas déposé : la grève féministe. À un moment précis — un jour marquant, une heure symbolique... —, les femmes lâchent tout, déterminées et joyeuses. « Une grève de femmes, c'est un arrêt du travail rémunéré, mais aussi de la consommation, du travail domestique et du soin aux autres », nous expliquait l'an dernier Mérit Silanes, gréviste espagnole⁸. « Ça rend visible tout ce qui ne se fait pas sans les femmes, détaillait l'an dernier Roxane Zadvat, militante anticapitaliste belge. Si toutes les femmes s'arrêtent, des pans entiers de l'économie sont suspendus. » Et les femmes peuvent, enfin, faire entendre leurs revendications...

En 1974, le Mouvement de libération des femmes, en France, appelle les femmes à faire la grève du travail salarié mais aussi des « tâches domestiques et sexuelles ». Une militante s'exprime au journal télévisé du 9 juin, en particulier sur l'enjeu de conscientiser les femmes⁹ : « On propose de faire une grève

pour que les femmes se rendent compte de ce qui se passerait si elles s'arrêtaient. Qu'elles prennent conscience qu'elles ont un pouvoir, que nous avons un pouvoir, et qu'on peut arrêter le système qui nous fait travailler comme des serfs. » L'année suivante, les Islandaises s'y mettent. Leur première grève historique a rallié 90 % des travailleuses mobilisées pour réclamer l'égalité des droits. Depuis, elles ont mené plusieurs grèves massives qui ont porté des fruits. Le 1er janvier 2018, l'Islande est devenue le premier pays au monde à imposer de façon contraignante le principe « à travail égal, salaire égal ».

États-Unis, Amérique latine... Les grèves féministes se sont multipliées. Un pays encore plus proche a récemment fait rêver les militantes européennes : l'Espagne. Depuis plusieurs années, les féministes y organisent des « Grèves de Toutes » à l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. Ce travail de longue haleine a payé. En mars 2018, six millions de personnes répondaient à l'appel à la grève générale ! Les Espagnoles dénonçaient les discriminations sexistes dans le monde du travail, les violences envers les femmes et la persistance des inégalités dans la sphère privée.

Et en Belgique, on s'organise. Le Collectif 8 maars¹⁰ et, à sa suite, d'autres associations de femmes et mouvements féministes, comme Vie Féminine, continue à se mobiliser autour de revendications concernant notamment l'économie, la lutte contre les violences...



Grève, novembre 1924. Les sardinières, accompagnées de leurs enfants, des pêcheurs et des travailleurs du bâtiment, bloquent la ville. - ak-g-images

⁷ « Park Hyatt Paris-Vendôme : la « victoire éclatante » des salariés après 87 jours de grève », Francine Aizicovici, www.lemonde.fr, 22 décembre 2018.

⁸ « Chronique d'une grève : quand les Espagnoles ont arrêté le monde », axelle n° 209, à lire sur www.axellemag.be

⁹ « Appel du MLF à la grève des femmes », 9 juin 1974, <http://fresques.ina.fr>

¹⁰ Voir « Le Collectif 8 maars prépare la grève des femmes », axelle n° 212, à lire sur www.axellemag.be

L'ACTION SYNDICALE COMME MOBILISATION FÉMINISTE.

Par Tina De Greef
Traduction Chou de Bruxelles
permanente ACV Pulse



© krasnyi Collective - Alex GD

La Million Women's March contre la politique de Trump. Les grèves des femmes islandaises pour l'égalité salariale. Les mobilisations historiques du 8 mars 2018, notamment en Espagne. La vague #MeToo contre le sexisme, le harcèlement et les violences sexuelles dans la vie quotidienne. Le mouvement Ni Una Menos pour dénoncer les féminicides. Etc.

Ces dernières années de par le monde des mouvements ont émergé pour défendre les droits des femmes. Cette nouvelle dynamique s'accompagne d'une quête de méthodes et de programmes. La lutte contre le sexisme doit être liée à la lutte contre les politiques d'austérité et, plus largement, à la lutte syndicale.

Le post-féminisme

Nous sortons d'une longue période de post-féminisme. Ces revendications féministes étaient surtout tournées vers des quotas pour les parlements et les conseils d'administrations. En d'autres mots, sans remettre en cause l'importance des femmes dans la sphère publique et politique dans un sens large, il s'agissait avant tout de femmes politiques qui défendaient leur droit aux mêmes privilèges que les hommes dans leur environnement social. Cette approche a généré peu de mouvements, car cela tournait autour de plans de carrières personnels.

Cette approche part d'une vision purement formelle de l'égalité : l'idée que l'égalité a déjà été gagnée et que la lutte contre le sexisme doit maintenant se baser sur la responsabilité individuelle et les comportements. Elle pointe un enseignement défailant et des mauvais « choix de vie » des femmes (temps

partiels, mauvaise orientation professionnelle, mauvais timing pour avoir des enfants, ...) comme cause du sexisme et non du capitalisme.

La responsabilité écrasante des entreprises et des politiques d'austérité, et le lien entre discrimination, oppression et fonctionnement du capitalisme sont complètement ignorés. Jamais le lien n'est fait avec la lutte d'autres groupes opprimés, ni avec la lutte des travailleur.euse.s contre la politique néolibérale et son impact sur les conditions de vie et de travail des femmes.

Ce type de "féministes" posent souvent les intérêts des femmes en opposition à ceux des hommes, au lieu de les opposer aux intérêts des actionnaires des grandes entreprises. L'égalité de genre a même servi de justification au démantèlement des droits sociaux des hommes, au lieu d'améliorer ceux des femmes. Le résultat est que le féminisme s'est retrouvé avec une image de plus en plus négative au sein du mouvement ouvrier.

La lutte collective de retour à l'agenda.

Récemment on a vu du changement. Le post-féminisme n'a pas complètement disparu, mais le consensus sur celui-ci s'est rompu. Partout dans le monde des jeunes femmes et des filles sont confrontées brutalement à la réalité du monde du travail, de l'espace public et de la famille. Elles revendiquent avec détermination l'égalité véritable et une politique qui mette réellement fin au sexisme et à la discrimination.

On assiste au retour de l'action collective. Des millions de jeunes et de travailleur.euse.s passent à l'action contre le sexisme. Les





mobilisations massives en Inde contre la culture du viol, aux États-Unis contre la politique de Trump (2017), en Pologne et en Irlande pour le droit à l'avortement (2016-2018), ou en Espagne le 8 mars 2018, démontrent la nécessité d'une réponse collective à un problème collectif, de s'organiser pour sécuriser ce qui a été gagné dans le passé et pour mettre fin à la discrimination, l'oppression et l'exploitation.

Il ne s'agit plus des intérêts d'un petit groupe de femmes mieux nanties, mais d'un programme qui répond aux problèmes de la majorité. Ainsi, dans le cadre du débat sur la difficulté de combiner travail et famille, Femma (l'équivalent néerlandophone de Vie féminine, n.d.l.r.) a proposé la réduction collective du temps de travail (30 h/semaine) comme une réponse à la double journée de travail des femmes et à leur surreprésentation dans les emplois à temps partiel. Cette revendication mérite tout notre soutien, parce qu'elle apporte une réponse collective au problème — et on peut y rajouter que des embauches compensatoires et le maintien des salaires seront nécessaires.

Les droits sont de retour.

Sans surprise, les droits des femmes sont de retour à l'agenda. Beaucoup d'acquis — y compris pour les femmes — ont été conquis dans les années 60 grâce à la lutte de massive des travailleur.euse.s. Mais depuis les années 80, ces acquis sont attaqués par les politiques d'austérité. Depuis la crise de 2008, le rythme s'est accéléré.

En Belgique il y a eu plusieurs acquis juridiques : l'assouplissement de la loi sur le divorce, la décriminalisation de l'avortement et la reconnaissance du viol dans le couple. Par contre, sur le marché du travail, les conditions se sont détériorées. Le travail à temps partiel et hyper flexible qui touche surtout les femmes

augmente continuellement, ainsi que les attaques sur les allocations sociales. Face au chômage structurel, nombreux sont ceux/celles — les femmes en particulier — qui doivent accepter des emplois précaires.

La politique néolibérale transfère une partie toujours plus importante de la richesse produite dans les poches des 1%, alors que les 99% doivent se serrer la ceinture. Mais l'égalité et l'émancipation ne peuvent survenir d'un désert social. Sans une lutte collective de masse pour exiger des conditions de vie et de travail décentes pour tou.te.s, nous courons le risque de nous battre entre nous pour des miettes. Le sexisme, le racisme, la LGBTQI+-phobie, etc., sont utilisés pour diviser la résistance des travailleur.euse.s, en créant des bouc-émissaires pour la misère et les problèmes dans la société.

Peut-on encore obtenir des victoires ?

Nous ne pouvons gagner qu'en luttant. Le renouveau de la lutte et le recul du post-féminisme amènent de nouvelles discussions dans les différents courants du féminisme : quels sont les causes de l'oppression des femmes ? Qui est responsable ? De quelles méthodes et de quel programme avons-nous besoin ? Ce ne sont plus les hommes qui sont systématiquement montrés du doigt comme les responsables du sexisme, mais de plus en plus les entreprises et la société dans son ensemble. Nos allié.e.s sont ceux qui luttent contre les politiques d'austérité qui sapent les conditions de vie et de travail de la majorité des femmes. C'est en développant l'unité des travailleur.euse.s — hommes et femmes, jeunes et vieux, avec et sans travail, d'origine Belge ou avec une histoire de migrations, LGBTQI+ ou pas, etc. — que nous pouvons engranger des victoires. Il n'y a qu'ensemble que nous pouvons combattre la discrimination et l'oppression qui empêchent notre émancipation.

Le 8 mars c'est la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Tu veux mener des actions le 8 et le 9 mars ? Contacte ton/ta permanent.e !



© Krasnyi Collective / Ali Selvi



© Krasnyi Collective / Karim Brikci-Nigassa

LA GRÈVE DU 8 MARS. UNE LUTTE QUI CHERCHE À DÉPASSER LES FRONTIÈRES

Par Natalia Hirtz
chercheuse-formatrice au Groupe de recherche
pour une stratégie économique alternative- Gresea

Le 8 mars 2017, une trentaine de pays ont lancé la première grève internationale féministe. Cette grève questionne les frontières séparant les pays et les régions mais aussi les secteurs professionnels, les lieux de travail, la production et la reproduction, le personnel et le politique. En reprenant l'outil de lutte ouvrière par excellence, ce mouvement reconfigure la grève et lui donne un caractère international et global.

Lancé en 2017 par des féministes sud-américaines et polonaises, le mouvement de grève féministe ne tarde pas à s'étendre dans d'autres pays. En 2018, les féministes d'Espagne rejoignent massivement cet appel, encourageant la participation d'autres pays européens. En Belgique, des jeunes féministes, souvent extérieures aux structures syndicales et aux institutions féministes, décident de lancer un mouvement d'appel à cette grève. Comme dans d'autres pays, au départ, elles sont taxées d'utopistes. En effet, en prenant l'initiative d'une grève, sans compter préalablement sur la décision des organisations syndicales, elles se confrontent à l'idée préconçue consistant à considérer le syndicat comme seule institution valide pour appeler à une grève. De plus, aucune institution féministe belge n'avait pris cette initiative, ce qui renforçait le sentiment d'incertitude concernant le succès de cette action, ne se trouvant dans aucun agenda institutionnel mais remplissant depuis l'été 2018 celui d'une centaine des femmes déterminées à rejoindre ce mouvement international pour la visibilisation du travail assigné aux femmes. En reprenant l'outil de lutte ouvrière par excellence, ce mouvement reconfigure la grève et lui donne un caractère international et global.

Que ce soit en Belgique, en Argentine, en Espagne ou en Italie, loin de chercher à rentrer en compétition ou à délégitimer les organisations syndicales, les féministes appellent à la grève tout en cherchant à encourager la mobilisation de ces organisations qui souvent ont du mal à concevoir la grève comme un outil de lutte qui va au-delà des combats portant des revendications précises et se soldant par une négociation collective.

En effet, la grève du 8 mars, cherche à dépasser des combats ponctuels visant des succès partiels. Elle vise à favoriser un processus d'unité et d'organisation collective pour une transformation globale de la société. A cette fin, les femmes s'organisent en assemblées dans lesquelles elles expérimentent des formes d'organisation et des modes de relation non autoritaires et inclusives. L'assemblée n'est pas seulement conçue comme un lieu de prise de décisions, mais comme un espace-temps de construction et d'autoémancipation, c'est-à-dire un espace pour

libérer et se réapproprier la parole, définir ses propres priorités et les moyens d'action et construire des liens de sororité.

Par cette grève, les féministes cherchent également à redéfinir la notion du « travail » habituellement compris comme synonyme d'« emploi » ou de « travail rémunéré ». En analysant la formation historique de la division sexuelle du travail, les féministes montrent que la séparation et la hiérarchisation entre le travail rémunéré et les « tâches domestiques » n'ont pas existé de tout temps. C'est lors de la formation du capitalisme que cette séparation a eu lieu, provoquant l'invisibilisation d'un travail qui sera assigné gratuitement aux femmes.

La grève du 8 mars cherche ainsi à rendre visible le rôle indispensable de ce travail, invisibilisé par le capitalisme patriarcal. Avec le slogan « On est toutes des travailleuses ! », les femmes se réapproprient la grève, habituellement réservée aux employé.e.s de l'économie formelle, pour mettre cet instrument de lutte à disposition de toutes et de tous.

Enfin, en questionnant la séparation historiquement située entre « vie privée - lieu domestique » et « vie publique - lieu de travail », cette grève nous invite à penser l'imbrication du salariat dans l'ensemble de nos vies. Le travail domestique est défini comme travail reproductif, consistant à assurer la reproduction de la vie. La lutte pour le travail reproductif consiste donc à défendre la reproduction de la vie. Dans ce sens elle englobe une diversité de combats qui vont de la santé, l'éducation et la culture au salaire et aux conditions de travail ou encore à l'immigration, l'écologie, l'accaparement des terres et les conflits armés. Enfin, comme le travail reproductif s'occupe de la reproduction de nos vies, ce combat nous invite également à ne pas nous limiter à revendiquer la valorisation de ce travail, mais surtout à questionner : quelle vie veut-on vivre ? Cette lutte pour la vie ne peut donc pas se limiter à un pays, un secteur professionnel ou un lieu de travail en particulier.

En expérimentant de nouvelles formes d'organisation et de lutte, cherchant à traverser les frontières séparant les secteurs professionnels, la production et la reproduction, le personnel et le politique, les pays et les régions, le succès de la grève du 8 mars, prouve le désir croissant d'une grande partie de la population mondiale de sortir des lieux socialement assignés pour embrasser une lutte globale.



VF ET LA GRÈVE DES FEMMES 2020

Le 8 mars prochain, Journée internationale des droits des femmes, Vie féminine sera un peu partout, en Wallonie et à Bruxelles, avec les femmes qui auront décidé de faire grève. Mais pas n'importe quelle grève : la grève des femmes !

Ce 8 mars 2020, on a décidé de visibiliser tout ce qu'on fait, au quotidien, pour le bon fonctionnement de ce quotidien... justement en ne le faisant pas !

Parce qu'il y a plusieurs choses qui ne tournent pas rond dans ce monde-ci.

- Il y a des rôles et tâches qui sont « imposés » aux femmes (liés à la sphère privée, au « ménage », à la famille, ...)

Que ce soit de manière explicite (quand les conditions et le contexte concret empêchent les femmes d'accéder à des choix propres) ou implicite (quand tout, absolument tout, nous rappelle ce qu'on attend de nous et quelle est notre place), les femmes sont rappelées à l'ordre, dès qu'elles sortent du rang, dès qu'elles n'agissent pas comme on l'attend d'elles, dès qu'elles ne restent pas à leur place et en place.

- Et ces rôles et ces tâches sont dévalorisées, minimisées et invisibilisées, alors qu'elles pallient le manque d'infrastructures et de propositions publiques

Bien souvent, notre « place » nous destine à des actions et des gestes dévalorisés, minimisés et invisibilisés alors qu'ils permettent à toute une société de fonctionner.

Ils peuvent être liés à la **consommation**, au **travail domestique**, au **soin aux autres**, au **travail rémunéré**, mais aussi à la fameuse « **charge mentale** » qui résonne tant à l'unisson dans les réflexions des femmes, quand elles prennent un peu le temps de se pencher sur leurs vies...

Ce 8 mars, nous allons montrer que « Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête! ».

Pas pour l'interrompre net, évidemment ; mais pour qu'il tourne mieux. En tenant compte de la moitié de sa population, de ses aspirations et en rendant visible le travail indispensable fourni par celle-ci. Mieux : en appelant les Etats à prendre la responsabilité des choses qui ne devraient pas peser aussi lourdement sur la vie des femmes (en plus d'un partage égalitaire des tâches, au sein des familles)...

A travers nos propres actions (menées en collaboration avec d'autres ou non), il est essentiel que chaque femme puisse donner du sens à « sa » grève !

Des outils ont été créés pour réfléchir à la situation actuelle ET aux changements qu'on voudrait voir advenir... Mais aussi pour se visibiliser, se donner de l'élan, se sentir plus fortes toutes ensemble !

ALORS LE 8 MARS, DÈS 11H, PARTOUT OÙ NOUS SERONS, FAISONS-NOUS PLAISIR : JETONS NOS CASSEROLES (AU SENS PROPRE COMME AU SENS FIGURÉ), FAISONS DU BRUIT ET FAÇONNONS NOTRE HORIZON.



PENSER LA GRÈVE DANS L'ISOLEMENT, LA RÉVOLTE DES AIDE-MÉNAGÈRES



© krasnyi Collective / Ali Selvi

Depuis le mois de décembre 2019, le secteur des titres-services est en grève. Tous les deux ans, les organisations syndicales et la fédération des employeurs négocient l'augmentation sectorielle des barèmes salariaux. Réunis en commissions paritaires, la plupart des secteurs sont parvenus à négocier pour l'année 2019-2020 une marge salariale de 1,1%, mais pas celui des titres services. Dans la rue ou de chez elles, les aides ménagères se sont arrêtées pour demander respect et reconnaissance.

Rencontre avec Grace Papa, secrétaire permanente à la Centrale Alimentation et Services, porte-parole et témoin de première ligne.

Moc-Bruxelles : Comment se fait-il que le secteur des titres-services n'ait pas été augmenté ? Partir en grève était-il inévitable pour vous ?

Grace Papa : Dès la première réunion, la Fédération des employeurs du secteur était ferme, elle n'augmenterait pas les salaires. Pourtant, il s'agit déjà de l'un des salaires les plus bas en Belgique. On est à plus ou moins 11,5 euros brut de l'heure, alors qu'il s'agit d'un travail comptant parmi les plus durs. Le personnel rencontre des problèmes musculo-squelettiques. Du

fait de mouvements répétitifs, le corps s'use plus facilement. Il s'agit d'un des secteurs où les accidents de travail, les maladies et plus particulièrement les maladies de longue durée sont les plus importants. Il y a trop peu de reconnaissance de la pénibilité du métier dans le secteur des titres-services. Alors quand les employeurs ont déclaré être dans l'incapacité d'augmenter les salaires, on parle de 13 centimes de l'heure, notre base a été ferme : nous devons porter notre mandat jusqu'au bout. Les aide-ménagères sont descendues dans la rue. Pour elles, c'est avant tout une question de respect. Elles sont 145.000 travailleuses et travailleurs. Un Belge sur cinq utilise des titres-services. Tout le monde est bien content que l'on s'occupe de son linge, de ses toilettes. Ce refus d'augmentation était avant tout un manque de reconnaissance et de respect. Elles sont déjà invisibles et invisibilisées, alors que la société belge, la population, ne pourrait pas s'en passer. Il y a donc eu un sentiment de révolte.

MOC-Bruxelles : S'agit-il d'une grève uniquement portée par des femmes ? Peut-on parler de grève féminine ?

Grace Papa : Dans le secteur des titres services, il est vrai que la majorité sont des femmes. Je ne parlerai pas pour autant de lutte uniquement féminine sachant qu'il y a également des hommes





concernés par ces revendications. Néanmoins, les manifestations et les grèves, la révolte actuelle, est majoritairement portée par ces femmes qui étaient au-devant de la scène.

MOC-Bruxelles : Qu'est-ce qui explique que ce secteur reste majoritairement occupé par des femmes ?

Grace Papa : Malgré les évolutions et avancées poussées par les mouvements féministes et le combat des femmes au sein de la CSC, pour la plupart des gens, le ménage reste une compétence féminine. Par ailleurs, il s'agit, pour beaucoup d'aide-ménagères, de personnes peu scolarisées ou dont les diplômes ou qualifications ne sont pas reconnus. Les femmes auront alors souvent tendance à faire valoir leur compétence de foyer. Mais ce n'est pas la seule raison. Lors de la réinsertion sur le marché professionnel, même si ce n'est pas dit officiellement et de façon transparente, on aura tendance à rediriger automatiquement les femmes vers le ménage et les hommes dans le bâtiment ou le nettoyage industriel, sans même se demander si c'est ce qu'elles/eux souhaitent ou pourraient être en mesure de faire. Les mentalités n'ont pas encore assez évolué probablement. Par ailleurs, si pour les entreprises cela a peu d'importance qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme tant qu'elles reçoivent leur chèque, pour les particuliers il y aura généralement des réticences si c'est un homme. Il faudra plus d'encadrement. La confiance s'installera moins rapidement.

Cela semble être relativement inédit de voir les aide-ménagères entrer en grève. Y-a-t-il des facteurs qui peuvent expliquer cela ?

Grace Papa : Je dirais que l'isolement est le facteur le plus difficile pour ces femmes. Étant donné l'isolement, il est évident que les aides ménagères auraient plus de difficultés à devenir le fer de lance du syndicalisme. Elles n'ont pas l'habitude d'être au premier rang. Avant, elles ne voulaient pas faire de vagues. Mais aujourd'hui, elles commencent à prendre conscience qu'elles jouent un rôle important dans la société. On sent la révolte du fait de nettoyer 'les baraqués' de riches, ministres et hauts placés, et de voir ces mêmes personnes pour lesquelles elles travaillent, ne pas les respecter en retour... On les entend dire : « C'est grâce à nous qu'ils jouissent d'un repas le soir, parce qu'on leur prépare leur petit plat. C'est grâce à nous qu'ils ont des toilettes propres, que leur chemise est repassée quand ils passent à la télé — il n'y a pas que des ministres, mais elles s'adressent à eux. C'est nous qui vous permettons de vous décharger de tout ça pour faire votre emploi. » Ça, c'est tout nouveau. C'est révolutionnaire, si je peux le dire ainsi. Il y a quelque chose qui est en train de se passer. Elles sont en train de prendre conscience que ce n'est pas parce qu'elles nettoient qu'elles ne jouent pas un rôle important, et à quel point les familles comptent sur elles. C'est quelque chose qu'il n'y avait pas avant.

Depuis novembre, on se bat — avec les aide-ménagères — pour une augmentation des salaires dans les titres-services. Après plusieurs mois de négociation, nous avons abouti, ce lundi 3 février, à un projet d'accord. Nous avons obtenu une augmentation des salaires bruts de 0,8% : une augmentation de 9 cents de l'heure. Notre objectif était d'obtenir 1,1% soit 13 centimes de l'heure. Malheureusement, ce n'était pas possible. Nous ne pouvons pas être fiers de ne pas obtenir l'absolu maximum pour les aide-ménagères mais, une chose est sûre, nous avons fait tout ce qui était dans notre pouvoir pour l'obtenir. Ce projet d'accord sera soumis aux militant-e-s du secteur pour approbation ou non.

NOTRE GRÈVE FÉMINISTE, 8 MARS 2019

*Agnieszka Babinska
Déléguée CNE - Delhaize*

Prémices, la curiosité, le défi.

Quand nous avons abordé le sujet de cette grève, pour la première fois entre collègues, au sein de notre supermarché Delhaize, personne ne se sentait concerné. La cause féministe était bien loin des préoccupations d'entreprise du moment. Les gars se moquaient gentiment. Les filles n'étaient pas enthousiastes. J'avoue que je n'étais pas plus transportée que mes collègues, mais j'avais envie de faire quelque chose et en tant que déléguée syndicale j'avais plusieurs cordes à mon arc.

Au fond, c'est quoi une grève féministe ?

Partant du constat de ce désintérêt des travailleuses et travailleurs, j'ai tenté d'y voir plus clair.

Première approche, grappiller les informations au sein de l'organisation syndicale. Grâce au soutien des permanent(e)s CNE, j'ai eu accès au réseau de contacts dits « féministes ».

En parallèle, le sujet fut abordé lors de nombreux comités où j'ai pu discuter avec plusieurs collègues déléguées et sonder les implications.

Finalement, j'ai débusqué deux autres collègues motivées par la dimension des injustices attachées au fait d'être une femme dans le monde du travail, plus particulièrement dans le commerce et notre enseigne.

Nous nous sommes donc retrouvées à trois pour démarrer l'étape suivante : Aller à la rencontre de ces groupes féministes, pour tenter de comprendre leurs motivations et de puiser dans leurs énergies.

C'est ici, que le déclenchement s'est fait.

Car lors de ces rencontres, en parlant des différentes réalités et difficultés, des discriminations et injustices et surtout en présence de cette force collective qui animait toutes ces femmes, le thème jusqu'alors très théorique a pris sa dimension réelle, palpable et galvanisante.

Les témoignages de toutes ces misères et ces dysfonctionnements sociaux en Belgique étaient presque insupportables.

Avec mes camarades déléguées, nous sommes revenues porteuses d'un dynamisme nouveau et déterminées. Surtout, nous avons abordé le problème dans l'autre sens, au sein de notre magasin. « Et toi, as-tu déjà été victime d'une discrimination car tu es une femme ? As-tu eu un CDI temps plein à l'embauche ? As-tu choisi ton temps partiel ? Est-ce uniquement toi, à la maison, qui t'occupes des enfants ? »

Nous ne parlions pas de la grève, pas que de la grève. Nous avons ouvert le débat entre les travailleurs et travailleuses sur leurs vécus, en leur organisant des moments de parole commune, lors d'assemblées du personnel.

Nous avons une ébauche de réponse : La grève féministe, c'est la somme de nos petits bobos individuels, avoués, clamés, chantés, scandés ensemble. Avec des éclats de rire, et des moments plus émouvants, chargés de larmes pudiques.

En l'espace de deux mois, sur janvier et février 2019, le sujet au départ timide, était devenu le thème qui se glissait dans toutes les conversations, sur le lieu de travail et en dehors.

On fait quoi le 8 mars ?

Vint alors la phase de désir d'agir. De concrétiser tous les sentiments nés de la prise de conscience que quelque chose cloche dans les rapports hommes-femmes dans notre société.

Les suggestions sont venues des travailleuses. La grève et la manifestation, c'était organisé, prévu et annoncé, dans les médias, sur les affiches syndicales etc.

Mais au sein du supermarché, nous savions, après confidences, que toutes les filles, même si l'envie désormais ne manquait plus, ne pourraient y aller. Chacun avait de bonnes raisons personnelles, souvent économiques.

C'est alors que s'est glissée l'idée d'une grève « light » conjointe à la manifestation. Celles qui ne pouvaient pas perdre une journée entière de salaire ont décidé de faire grève deux heures, symboliquement. Le projet fut adopté à l'unanimité.

Face à cette détermination, les hommes n'ont pas voulu rester en marge et ont souhaité marquer leur soutien à la cause en portant un brassard mauve.

Nous avons réussi en deux mois de temps à avoir une adhésion totale des collègues femmes et hommes du magasin.

L'après 8 mars.

Cet essai transformé en mouvement collectif a fait un bien fou à tout le monde, au sein du magasin.

Certains collègues masculins, réputés pour leur humour un peu sexiste ont modéré leurs propos, abordant des sujets différents, depuis lors.

Certaines collègues, porteuses d'une énergie nouvelle, de cette force née d'avoir construit un projet ensemble, ont gagné en confiance en elles et au fil des mois qui ont suivi, ont gagné en assurance.

Le mot féminisme a perdu sa charge péjorative.

Aujourd'hui, dans mon magasin, être féministe, ce n'est pas mauvais, ni tabou ni synonyme d'une forme d'extrémisme. C'est tout simplement l'expression du besoin d'une société juste qui place tous les hommes et les femmes au même niveau et qui leur reconnaît les mêmes droits.

La grève du 8 mars, quand on en parle, fait naître de nombreux sourires et une immense fierté d'appartenir à un groupe uni.



D'UN 8 MARS À L'AUTRE

*Claude Lambrechts,
Secrétaire nationale CNE*

Des femmes, des mouvements, des organisations se mobilisent chaque année le 8 mars à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Non seulement les femmes sont toujours victimes de violences physiques et psychologiques, majoritairement du fait de comportements masculins mais une grande partie d'entre elles vivent toujours au quotidien des discriminations directes et indirectes d'ordre social, économique, culturel, ... En 2019 le 8 mars a pris une dimension particulière, des actions plus visibles, plus coordonnées et multiples.

Pourquoi ce regain de mobilisation et de révolte ? Il est certainement dû entre autres motifs, à un souffle inspirant et contagieux venu d'Espagne. En 2018, des centaines de milliers d'espagnoles descendent dans les rues sous le mot d'ordre grève des femmes et sont bien déterminées à recommencer en 2019. Du coup des citoyennes, principalement bruxelloises se disent : et pourquoi pas nous ? Nous avons suffisamment de motifs pour crier également notre ras-le-bol ! Et peu à peu elles rassemblent autour d'elles des femmes pour rédiger un manifeste et appeler à une grève des femmes en Belgique le 8 mars 2019. Le manifeste reprend une liste de revendications qui balayent large dans tous les domaines et l'appel à la grève dépasse le cadre du travail salarié puisqu'il s'agit aussi de faire grève du « care », de la consommation, du travail informel, du travail domestique, du travail étudiant et grève du sexe autour d'un slogan « Si les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête ».

Interpellées, les organisations syndicales réagissent à géométrie variable. À la CNE (Centrale Nationale des Employés et Employées de la CSC), c'est l'enthousiasme qui prime et dès décembre 2018 nous prenons la décision de déposer des préavis de grève et d'action dans les différents secteurs où nous sommes en responsabilité. Nous appelons nos collègues masculins à faire preuve de solidarité vis-à-vis de cette action et mettons l'accent sur nos revendications concernant le monde du travail salarié :

- Stop à la violence économique et à la précarité des travailleuses à temps partiel : 78,9 % des temps partiels sont occupés par des femmes, 90 % sont non choisis, nous revendiquons des salaires qui soient au minimum au-dessus du seuil de pauvreté.
- La réduction collective du temps de travail sans perte de salaire
- Un écart salarial à 0 % et une pension minimum à 1.500 euros, sujet qui reste d'ailleurs au cœur de l'actualité en 2020
- La reconnaissance des métiers pénibles exercés par les femmes et une fin de carrière en douceur à partir de 55 ans.
- Des équipements collectifs en suffisance et accessibles.

Nous y ajoutons de manière synthétique quelques revendications féministes essentielles pour nous : la dépénalisation de l'avortement, la libre circulation des personnes migrantes, stop aux violences et stop aux préjugés sexistes.

D'autres organisations, tant du pilier socialiste que chrétien ont rejoint également le mouvement. Si les fermetures d'entreprises

sont limitées le jour même, il n'en reste pas moins que c'est une première en Belgique d'appeler à la grève le 8 mars et les actions sont nombreuses : manifestation de la CNE Commerce rue Neuve pour rejoindre le rassemblement à la Gare centrale, manifestation globale coordonnée par la Marche Mondiale des Femmes, piquets de grève divers à Bruxelles et des centaines de femmes en grève ce jour-là.

Mais les actions, c'est aussi la mobilisation dans les entreprises les jours qui précèdent, entre autres avec nos outils traditionnels de la Campagne des femmes CSC. En 2019, c'est le slogan 0 % d'écart salarial qui est mis en avant, des tracts et des gommes pour effacer l'écart salarial sont distribués. Dans une entreprise du Hainaut, on distribue même du mimosa, symbole des italiennes qui se sont battues contre le fascisme et pour la liberté pendant la guerre 40-45. Les partisans qu'elles soutenaient en assurant des missions dangereuses leur offraient des brins de mimosa et le symbole est toujours vivace en Italie le 8 mars. Oui, le 8 mars 2019 a rassemblé et a fait parler de lui, pas seulement à Bruxelles mais également à Liège où se déroulait la deuxième cyclo-parade féministe, à Anvers, à Louvain-la-Neuve et dans de multiples lieux. Les médias y ont mis du leur, avant et le jour même, la vague MeToo n'y est probablement pas étrangère. Depuis quelques mois on peut souligner un effort de certains médias pour donner plus de parole à des femmes journalistes et pour traiter plus souvent les questions relatives à l'égalité des genres et au féminisme.

L'expérience de 2019, c'est aussi la rencontre entre des anciennes générations de féministes, du milieu syndicaliste ou associatif, ancrées dans leurs convictions de longue date et habituées aux combats de longue haleine, conscientes des résultats engrangés au fil des ans, conscientes que l'égalité est une mission inachevée, avec des jeunes femmes qui s'éveillent aux luttes féministes, conscientes de vivre dans une société qui reste essentiellement patriarcale. Là où les droits des femmes sont identiques à ceux des hommes, il reste encore à les rendre réels ; là où ils ne le sont pas, il faut toujours se battre pour les obtenir.

Soulignons la belle mobilisation des femmes en Suisse en juin 2019, espérons que le vent qui souffle d'Espagne se lève encore et toujours plus fort, qu'il amplifie la vague féministe et que celle-ci soit suffisamment forte pour repousser les intégrismes, l'extrême droite, le machisme, le racisme, le sexisme, en bref ce qui est bête et méchant !

Rendez-vous le 8 mars 2020 et espérons qu'un jour tous les syndicats européens appellent à une grève féministe d'une même voix et à la même date !

LE BALAI LIBÉRÉ, GRÈVE FÉMININE PRÉMIÈRES D'UNE EXPÉRIENCE FÉMINISTE ?

Le 25 février 1975, 37 travailleuses se mettent en grève. Dans la lignée des sablières de Wauthier-Braine, de l'usine des Jeans Salik ou de l'usine de cristal Val Saint-Lambert, les nettoyeuses de l'entreprise AMIC se lancent dans une expérience autogestionnaire qui durera quinze ans sous le nom du Balai Libéré. Sans être féministe, cette grève féminine conduisant à l'autogestion ne revêt-elle pas pour autant des aspects féministes en tant que processus d'émancipation et de remise en cause des rôles assignés au genre ? Le MOC est allé à la rencontre de quatre des derniers témoins d'une lutte inscrite dans son époque.

Présent dès le début, Raymond Coumont, ancien secrétaire fédéral de la CSC du Brabant wallon et de la CNE, fut l'un des soutiens les plus importants de l'expérience du Balai Libéré. Il est resté aux côtés des travailleuses durant quinze ans. Passé en autogestion, l'entreprise de nettoyage a été rejointe par des militantes venues en renfort. C'est le cas de Monique Kerouanton qui rentre dans le Balai Libéré en 1977 comme militante nettoyeuse, suivie de Christiane Van den Hove, animatrice et assistante sociale. Comme Christiane avant elle, Raymonde Harchies rejoint l'équipe comme animatrice.

MOC-Bruxelles : La décennie des années septante est une période de pleine ébullition pour les processus autogestionnaires en France comme en Belgique. C'est dans cette même veine que s'inscrit l'expérience du Balai Libéré, reconversion par les femmes de la firme de nettoyage AMIC en entreprise autogérée sur le site de l'université de Louvain-La-Neuve. Comment cette idée est-elle née ? Peut-on en faire une expérience féministe également ?

Raymond Coumont : L'origine de l'action n'est pas du tout liée à des revendications féministes. Le directeur de l'entreprise AMIC avait décidé d'envoyer une partie des nettoyeuses du site de l'université de Louvain-La-Neuve à Recogne, à une centaine de kilomètres. Ce qui était quasiment impossible pour ces femmes. Cela signifiait trois heures de trajets supplémentaires par jour. Or, comme la plupart des femmes, en tout cas à cette époque-là, elles devaient se charger de déposer et récupérer les enfants à l'école, du ménage, du souper pour le mari. En termes d'organisation de leur vie privée, cela signifiait devoir signer leur préavis. Elles ont alors pris contact avec la cellule syndicale de la CSC du site de Louvain-La-Neuve, dont Gilberte Tordoir était la permanente. Nous leur avons donné rendez-vous le jour de leur départ afin de faire une assemblée générale et voir si elles partaient en grève. Le patron refusant tout dialogue, on a refait une assemblée générale et on leur a proposé de licencier le patron : « Puisque vous voulez nous mettre dans une situation de licenciement, c'est nous qui vous licencions. » J'ai rédigé la lettre, puis je l'ai soumise à l'assemblée. Le lendemain matin, elle partait par lettre recommandée signée par toutes les ouvrières.



© krasnyi Collective / Jérôme Peraya

8 mars 2019. La journée internationale des droits des femmes a pris la forme de nombreuses actions en Belgique, dont celle de la Ligue des travailleuses domestiques. Le secteur du nettoyage et du soin reste majoritairement occupé par des femmes, souvent sans-papiers.

Monique Kerouanton, Raymonde Harchies et Christiane van den Hove : Très rapidement, les ouvrières se sont mises à dénoncer aussi les mauvaises conditions de travail. Elles revendiquaient une hausse des salaires, des vêtements de travail. Est venue la question du comportement du contremaître et de son rôle. Puis celui du patron. Elles n'en avaient pas besoin pour faire leur travail. Mais elles ne savaient pas gérer toutes les questions salariales. Raymond Coumont les a aidées à trouver une solution et à négocier avec l'UCL. Elles ont alors envoyé une lettre de licenciement au patron, voir P17. La lettre était magnifique. Elles étaient fières de dire qu'elles avaient licencié leur patron.

MOC-Bruxelles : Comment a réagi l'UCL à cette dynamique ?

Monique Kerouanton, Raymonde Harchies et Christiane van den Hove : L'UCL a rompu le contrat avec le patron. Cela a été possible parce qu'il y avait l'UCL. À l'époque c'était bien vu de soutenir une alternative de ce type parce que c'était dans l'air du temps. On est dans le courant de LIP, de l'autogestion. ▶



C'était un peu l'époque... La CSC, de son côté, a trouvé deux personnes qui sortaient de l'université pour aider les équipes à faire le travail, les coordonner. Chaque équipe avait une réunion par semaine. Il fallait mettre en place un comité de gestion avec une déléguée de chaque équipe sachant que les équipes étaient disséminées un peu partout sur le site de Louvain-la-Neuve. Il y avait aussi une équipe de laveurs de vitres.

MOC-Bruxelles : Donc, il y avait des hommes dans l'aventure ?

Monique Kerouanton, Raymonde Harchies et Christiane van den Hove : Les laveurs de vitres n'étaient pas là au début. Ça a d'ailleurs été des discussions. Est-ce qu'on introduit des hommes ? Est-ce que cela ne va pas faire des bisbilles entre les femmes ? Puis, le salaire des laveurs de vitres était beaucoup plus élevé que celui des nettoyeuses, sachant que c'est la commission paritaire qui se chargeait de définir les barèmes. Un laveur de vitre était payé 229,87 francs belges brut, contre 189,14 francs belges pour les nettoyeuses. Or, elles revendiquaient de pouvoir atteindre ce salaire-là. On n'a jamais pu obtenir de rattraper les salaires des laveurs de vitres. Il y a une femme qui a tenté le métier de laveur de vitres. Elle n'a pas tenu le coup. Il y avait des bâtiments où on se disait que les architectes n'avaient jamais pensé qu'après il fallait laver les vitres. Certaines vitres étaient tellement penchées ...

Raymond Coumont : Cinq-six hommes ont rejoint l'équipe comme laveur de vitres. Deux ont accepté de jouer le jeu mais les autres n'aimaient pas vraiment l'idée que des femmes prennent des décisions. Ils faisaient les coqs en assemblée, avaient tendance à dominer l'espace de parole. Ils ont voulu aller de leur côté et ne voulaient pas être payés le même salaire. Ça n'a pas été facile avec eux non plus.

MOC-Bruxelles : Comment la famille réagissait-elle ? Les femmes étaient-elles soutenues par leur mari ?

Raymond Coumont : il faut se rendre compte que c'était un milieu particulier. Les femmes n'avaient aucune qualification. Il s'agissait d'un milieu très « traditionnel » où le rôle de la femme était très défini. Elle travaille, s'occupe du ménage et des enfants.

À tel point que dans les assemblées générales, on s'est retrouvé avec les maris qui voulaient y assister pour parler à la place de leur femme. Pour certaines femmes, c'était compliqué d'assister aux réunions dès qu'elles dépassaient l'horaire de travail normal. Elles disaient : « Je dois absolument m'en aller parce que je vais avoir des ennuis avec mon mari qui ne va jamais admettre que j'aille moi me réunir dans des réunions syndicales, etc. alors que ma place est à la maison à partir de cette heure-là. » Elles n'ont pas eu facile sur le plan privé.

MOC-Bruxelles : Si on ne parle pas de lutte féministe, cette expérience semble soulever de nombreuses problématiques propres à la place de la femme au sein de la société, de la cellule familiale, du rôle assigné au genre dans la sphère publique et privée. Cela a dû engendrer quelques bouleversements ?

Raymond Coumont : Il est vrai que cette lutte, qui n'était pas au départ une lutte féministe, mais une lutte de femmes, parce qu'il était question d'une entreprise de femmes, avec uniquement des femmes, est venue secouer la vie privée de plusieurs d'entre elles. Certaines ont eu de sérieux problèmes avec leur compagnon ou leur mari, parce qu'il voyait ça d'un très mauvais œil, leur femme qui allait rencontrer des syndicalistes. Un bon nombre d'entre elles ont vraiment commencé à s'émanciper, à poser des questions : « Et pourquoi je ne pourrais pas le faire ? et pourquoi toi tu n'iras pas chercher les gosses quand moi je suis à un piquet de grève, etc. ? » Cela ne partait pas de quelque chose d'idéologique, mais dans l'action, elles se sont rendu compte qu'effectivement elles pouvaient faire d'autres choses. Et puis il faut se dire que ces femmes n'avaient jamais manifesté de leur vie. Or, elles ont organisé des manifestations avec des étudiants, qui n'étaient pas piquées des vers !



Lettre de licenciement à leur patron¹

La grève allait durer trois semaines ; tous les jours les travailleuses se réunissent et discutent de leur avenir.

Après avoir bien réfléchi, elles disent oui et licencient leur patron.

Réunies depuis une semaine dans des groupes de travail et en assemblée générale, les ouvrières de feu votre firme ont constaté ce qui suit :

Tout d'abord, nous constatons après une étude approfondie de notre travail, que nous pouvons pratiquement l'organiser entre nous. Nous en concluons que vous êtes absolument inutile et parasitaire.

Ensuite, nous découvrons que votre rôle principal a été de nous acheter notre force de travail à un prix négligeable pour la revendre à prix d'or à l'Université Catholique de Louvain. Nous en concluons que vous n'étiez pas seulement inutile, mais également expert en vol légalement organisé.

Enfin, nous nous rendons compte à quel point vous nous aviez dressées les unes contre les autres, afin de mieux nous exploiter. Vous n'avez épargné aucun effort pour ce faire, depuis les licenciements et abus de pouvoirs de toutes sortes en passant par l'intermédiaire d'un brigadier que vous payiez grassement avec notre argent pour nous insulter. Nous en concluons donc que vous étiez non seulement inutile et un exploiteur, mais que de plus, vous n'étiez même pas un homme.

En tenant compte de ces différents éléments, nous avons décidé ce qui suit :

Nous sommes au regret de vous signifier votre licenciement sur le champ pour motif grave contre vos ouvrières. Ce licenciement a pris cours le mardi 25 février au matin, premier jour de notre grève.

Nous exigeons des autorités de Louvain-La-Neuve l'expulsion définitive du site universitaire de votre firme d'exploitation en tout genre.

Le reste de nos décisions ne vous regarde plus.



L'OCCUPATION DE L'USINE SALIK EN 1978 : QUAND LES FEMMES PRENNENT LEUR DESTIN EN MAIN

Daniel Charneux¹
Maison culturelle de Quaregnon

Fin 2011, début 2012, la Maison Culturelle de Quaregnon organisait l'exposition *Grèves aux Laminoirs de Jemappes et à l'Usine Salik de Quaregnon*. Documents, témoignages, photographies et vidéos évoquèrent ces importants mouvements sociaux qui agitèrent le Borinage en 1978 et 1982.

Le cas de l'usine Salik, en particulier, est exemplaire d'une forme d'utopie s'inscrivant dans une perspective de lutte féminine ou féministe comparable à celle des ouvrières de la FN de Herstal (« À travail égal, salaire égal »).

Dans les années 1970, le succès de la société de confection fondée par Jacob Salik est au rendez-vous, notamment grâce à la première campagne de publicité de la marque dont le slogan est alors « Terrific Salik Jeans ».

Mais au cours de l'année 1978, la direction annonce une importante restructuration : 90 ouvriers seulement seront gardés sur les 350 que compte l'entreprise. Or il s'agit surtout d'ouvrières...

La faillite sera prononcée un peu plus tard, une faillite que les syndicats dénonceront comme frauduleuse : la direction avait décidé d'assembler ses jeans en Espagne pour profiter d'une main-d'œuvre moins onéreuse.

Les ouvrières occupèrent donc l'usine pendant près d'un an, puis tentèrent l'autoproduction et la vente en coopérative. Les « filles de Salik », comme on les appelait, reçurent dans la région un réel soutien populaire. Une décision de justice les obligea ensuite à jeter l'éponge.



En 1978, Marylène et Angelo Giangreco travaillaient chez Salik ; avec leur bébé, ils ont occupé l'usine pendant neuf mois :

« Lors de la fermeture de Salik, une centaine de travailleurs décident de relancer la production en autogestion. Les conditions de travail ont changé de façon radicale. Dans le passé, nous nous promenions avec des tabliers de différentes couleurs qui correspondaient à une place particulière dans le processus de production. Comme cela on remarquait vite quand tu ne te trouvais pas à ta place. Personne n'était autorisé à sortir du rang. Aujourd'hui la couleur des tabliers n'a plus d'importance. La communication entre nous était ouverte et l'assemblée du personnel prenait toutes les décisions. »

Elles organisent aussi une crèche dans l'enceinte de l'usine et améliorent les horaires de travail. Elles rebaptisent la rue J. Salik « coron des sans emplois » et organisent des manifestations, avant de forcer les portes de l'usine pour l'occuper.

Chantal Reghem était de la partie : « À l'annonce de la faillite, on a décidé de distribuer des tracts sur le marché de Quaregnon et puis de rentrer dans l'usine. Et nous n'en sommes plus sorties puisqu'on a décidé de lancer l'occupation. Ça a été très dur, avec de très longues journées, puisque nous, nous avons tout sur le dos, la production, le commercial... »

Les occupantes obtiennent le soutien de la CSC mais pas celui de la FGTB qui s'en tient au vote de l'assemblée générale. Les travailleuses s'organisent. « On fonctionnait en équipes. Quand je rentrais chez moi, d'autres arrivaient pour passer la nuit. Et, parfois, on me rappelait parce qu'on avait entendu qu'il y allait avoir une descente de flics pour nous mettre dehors. Nous dormions habillées dans nos sacs de couchage, comme ça, s'il y avait un problème, nous étions prêtes à riposter. Nous n'avons jamais eu d'intervention... Je ne sais pas ce qui se serait passé sinon ».

Les occupantes de Salik ont choisi de défendre leur emploi en occupant, en se voyant ainsi refuser leur prime de fermeture. « Nous sommes d'ailleurs allées occuper l'ONEM à Bruxelles pour avoir ces primes. Nous les avons tenus de 9h à 17h, sans boire ni manger. Ils avaient perdu leurs confortables fauteuils, ils avaient très faim et très soif. Alors, ils nous ont promis de faire nos documents pour obtenir notre prime de fermeture et ça a été fait. Quand les Boraines se tourmentent, ça chauffe. »



¹ Auteur : Daniel Charneux est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont Nuage et eau et Maman Jeanne (collection Espace Nord). Il préside le conseil d'orientation de la Maison culturelle de Quaregnon, où il anime aussi des ateliers d'écriture.

En mai 1979, les ouvrières doivent abandonner le bâtiment suite à une décision de justice. Mais certaines d'entre elles poursuivent l'expérience à travers la coopérative des Sans Emplois, puis la coopérative L'Espérance. « Nous avons créé la société coopérative des Sans Emplois au départ dans le bâtiment du patron. Ce bâtiment nous appartenait parce que le patron avait reçu des millions avec les deniers du contribuable, nos deniers à nous. Mais, juridiquement, nous ne pouvions pas installer notre coopérative dans l'établissement du patron. Alors, on l'a inscrite à mon domicile, à Havré village. Puis, le directeur des mutualités chrétiennes nous a permis de nous installer dans la clinique de l'Espérance à Boussu qui était désaffectée. On s'est installées là. On s'appelait alors la société coopérative L'Espérance. Nous avons récupéré quelques machines et nous avons refait des pantalons et des créations à façon, des robes, etc. Et on vendait. Nous avons notre propre magasin. »

Chantal Reghem précise que « l'occupation des femmes est peut-être plus difficile que chez les hommes. D'abord parce

que c'est tout le temps ; le jour, la nuit, le week-end, les jours fériés. Puis parce que, en plus de défendre son emploi et de se défendre juridiquement vis-à-vis du patron, il faut aussi se défendre face aux gens qui disent que la place des femmes est derrière leurs casseroles et face à sa propre famille ; qui disent qu'on ferait mieux de s'occuper des enfants. C'était une période très dure et très enrichissante parce que nous devions nous battre contre tout. »

Même si l'entreprise a tourné court, l'aventure des « filles de Salik » a été un processus de transformation de l'entreprise mais aussi des militantes elles-mêmes. Dans les mots de Liliane Ray: « J'ai connu des ménages qui se sont défaits parce que, quand on passe par là, quand on vit ça on n'est plus jamais la même, on devient quelqu'un d'autre, ça vous transforme. Partout, on s'imposait. On voulait être nous-mêmes, être reconnues pour ce que nous étions. Les femmes qui ont vécu ça ne sont plus jamais redevenues des petits toutous. »





AGENDA

Jeudi 5 mars

Journée d'actions en prévision du 8 mars (actions dans des entreprises à définir)

Organisateur: Équipe Mouvement CSC Bruxelles
Info : alicia.schmit@acv-csc.be / 0474/611523

Les travailleuses domestiques | Au Carrefour des droits des femmes

Organisateur : Vie Féminine & PointCulture
Lieu : Point culture – Bruxelles, Rue Royale 145, 1000 Bruxelles
Info : Hafida Bachir Secrétaire politique de Vie Féminine 0487/27 67 37 ou secretaire-politique@viefeminine.be

Dimanche 8 mars de 14h

Manifestation de lutte pour les droits des femmes

Info à venir : www.fb.me/mocbtl

Lundi 9 mars de 9h à 16h30

Forum sur l'équité sociale et environnementale avec la participation du Ministre Alain Maron

Organisateur : CSC Bruxelles - BRISE
Plus d'info Christina Hosszu 0486/021091

Dimanche 14 - 15 mars

Journée internationale contre les violences policières

Organisateur : JOC
Info : www.fb.me/StopRepression

Samedi 21 mars à 13h30

Manifestation contre le racisme et pour l'égalité des droits

Lieu : Gare du Nord - Bruxelles

Samedi 21 mars, de 16h à 18h

Aumale Vit/Aumale leeft, présentation au quartier du projet d'aménagement.

Organisateur : Équipes Populaire Bruxelles
Lieu : terrain sortie de métro Aumale, angle des rues Sébastopol et Birmingham.
infos : renouprez@equipespopulaires.be / 0487/704336

Vendredis 27 mars – 24 avril – 29 mai de 10h à 14h

« **Tables d'autres** » : Récupérer les invendus (jeudi) et table d'autres (vendredi)

Organisateurs : Equipes Populaires Bruxelles en collaboration avec DouchesFLUX

Lieu : Jeudi : Marché de Molenbeek Place communale 1080 Bruxelles
Vendredi : DoucheFLUX – Rue des Vétérinaires 84 1070 Bruxelles

Samedi 28 mars - 14h

Manifestation pour le droit au logement

Organisateur : Équipes Populaires Bruxelles & co
infos : www.fb.me/EPBruxelles

Vendredi 3 avril de 16h à 18h

Gouter/apéro ouvert à tous

Organisateur : Équipes Populaires
Info : www.fb.me/EPBruxelles

Jeudi 16 et vendredi 17 avril

98ème Semaine sociale du MOC « Obscurités et lumières : Extrême droite, Démocratie, Mouvement social »

Organisateur : Mouvement Ouvrier Chrétien
Lieu : CEME (Charleroi Espace Meeting Européen) rue des Français 147 – 6020 Charleroi
Info et inscriptions : lysiane.mettens@ciep.be - Tél : 02/246.38.43

Dimanche 19 avril

Manifestation nationale pour la régularisation des sans-papiers

Infos à venir : www.fb.me/mocbtl

Mardi 16 juin

Journée internationale du travail domestique

Infos à venir : www.fb.me/mocbtl

Formation organisée par le COFTeN en I.T. Maintenance & Support

Séance d'infos + Tests d'entrée (en logique, français, informatique, néerlandais) : les 06 avril – 4 mai – 8 juin – 29 juin 2020
Durée de la formation : du 29 septembre 2020 au 05 janvier 2021 (15 mois – 7 semaines de stage inclus)
Lieu : Rue de l'Abondance 40 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.
Info : www.cofTEN.be ou 02/219 91 12

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
10 euros sur le compte
BE74 7995 5015 5407
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditeur responsable :
Thomas Englert
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Mise en page : Pixel & CO

